



**PRÉFET  
DU VAR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté et de la légalité  
Bureau du Contrôle de Légalité et de l'Intercommunalité**

Toulon, le **18 JAN. 2021**

Affaire suivie par Hanem TIMELLI

Le préfet

à

Mesdames et messieurs les maires,

Mesdames et messieurs les présidents des établissements publics de coopération intercommunale,

Monsieur le président du conseil départemental

Monsieur le président du centre de gestion départemental de la fonction publique

Mesdames et messieurs les présidents des syndicats mixtes

*Copie pour information à :*

*- Monsieur le sous-préfet de Draguignan*

*- Monsieur le sous-préfet de Brignoles.*

**Objet :** Modalités de prise en charge des agents territoriaux identifiés comme « cas contact à risque de contamination » et des agents territoriaux présentant des symptômes d'infection au SARS-CoV-2.

**Référence :** - Article 217 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;  
- Article 115 de la loi n°2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;  
- Décret n°2021-15 du 8 janvier 2021 relatif à la suspension du jour de carence au titre des congés de maladie directement en lien avec la covid-19 accordés aux agents publics et à certains salariés ;  
- Décret n° 2021-13 du 8 janvier 2021 prévoyant l'application de dérogations relatives au bénéfice des indemnités journalières et de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L1226-1 du code du travail ainsi qu'aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie de certains frais de santé afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19.

A la suite de la publication du décret relatif à la suspension du jour de carence au titre des congés de maladie directement en lien avec la covid-19 accordés aux agents publics et à certains salariés, cette note d'information a pour objet de préciser les modalités de prise en charge des agents territoriaux identifiés comme « cas contact à risque de contamination » et des agents territoriaux présentant des symptômes d'infection au SARS-CoV-2.

Bd du 112ème Régiment d'Infanterie  
CS 31 209 - 83070 TOULON CEDEX  
Tél : 04 94 18 83 48  
Mél : [pref-contrôle-legalite@var.gouv.fr](mailto:pref-contrôle-legalite@var.gouv.fr)

## I- Les modalités de prise en charge des agents territoriaux identifiés comme « cas contact à risque de contamination »

Pendant la durée nécessaire à l'isolement telle que définie par l'Assurance maladie, l'agent territorial identifié comme « cas contact à risque de contamination » est placé en télétravail ou à défaut, en autorisation spéciale d'absence (ASA).

Dans ce cas, l'agent public doit remettre à son employeur le document transmis par les équipes du « contact tracing » de l'Assurance maladie.

## II- Les modalités de prise en charge des agents territoriaux présentant des symptômes d'infection au SARS-CoV-2

L'agent territorial présentant des symptômes d'infection au SARS-CoV-2 est invité à s'isoler sans délai dans l'attente des résultats d'un test de détection.

Dans ce cadre, il doit procéder à une déclaration en ligne sur le téléservice « declare.ameli.fr » mise en place par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (CNAM) et s'engager à effectuer un test de détection du SARS-CoV-2 inscrit à la nomenclature des actes de biologie médicale (RT-PCR ou détection antigénique) dans un délai de deux jours.

Sur présentation du récépissé généré par le téléservice de la CNAM, l'agent est placé en ASA jusqu'aux résultats de son test.

A réception des résultats de son test, que ce dernier soit positif ou négatif, l'agent territorial doit enregistrer la date d'obtention du résultat du test sur le téléservice « declare.ameli.fr ».

Si le résultat du test est négatif, l'intéressé peut reprendre l'exercice de ses fonctions dès le lendemain de la réception des résultats du test si son état de santé est compatible avec la reprise d'activité. S'il présente toujours des symptômes l'empêchant d'exercer ses fonctions, il est invité à consulter un médecin et à adresser, le cas échéant, à son employeur un arrêt de travail dans les conditions de droit commun.

Si le résultat du test est positif, l'intéressé est placé en congé de maladie sans application du jour de carence dans les conditions définies au III.

Si l'agent n'a pas réalisé de test après s'être déclaré symptomatique, l'ASA doit être requalifiée en absence injustifiée.

## III- Les modalités de prise en charge des agents testés positifs au SARS-CoV-2

Dès lors qu'un agent territorial est testé positif au SARS-CoV-2, que ce dernier ait été préalablement ou non cas contact, symptomatique ou asymptomatique, il est placé en congé de maladie par son employeur à compter de la date indiquée par l'arrêt dérogatoire établi par la caisse de l'assurance maladie.

En application des dispositions du décret n° 2021-15 du 8 janvier 2021 précité, le jour de carence prévu par l'article 115 de la loi n°2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ne s'applique pas de sorte que l'intéressé bénéficie du maintien de son traitement ou de sa rémunération dès le premier jour de son congé de maladie.

Cette dérogation à l'application du jour de carence s'applique jusqu'au 31 mars 2021 inclus.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément que vous jugeriez utile.

Pour le Préfet et par délégation  
le secrétaire général

Serge JACOB